

**72ème Assemblée générale des
Nations unies - Débat ouvert de
haut niveau du conseil de sécurité
des Nations unies sur le maintien de
la paix - Intervention de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères**
(New York, 20 septembre 2017)

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Monsieur le Président de la Commission de l'Union africaine,

Chers Collègues,

Permettez-moi d'abord de vous remercier, Monsieur le Premier Ministre, pour avoir organisé ce débat, sur un sujet dont vous savez combien il est cher à mon pays. Le thème de la réforme du maintien de la paix répond à une double exigence qui n'a jamais paru si importante : une exigence de résultats, répondre à la complexité croissante des crises et aux attentes de populations, et une exigence de moyens, dans un monde aux ressources limitées et où l'efficacité n'est plus une possibilité mais un impératif. Cette double exigence nous la retrouvons dans tous les domaines de l'action publique. Mais la Charte des Nations unies nous a confié une responsabilité unique : préserver la paix et la sécurité internationales.

Cette responsabilité unique crée des attentes qui sont immenses. Cette responsabilité nous engage, et nous engage à nous interroger sans relâche sur nos modes d'action, sur notre capacité à répondre aux crises, sur nos réussites, car il y en a, mais aussi sur nos limites. Je ne veux pas ici tomber dans la critique facile d'un maintien de la paix qui serait inutile, inefficace et trop coûteux. Car nous ne devons pas négliger les progrès significatifs qui ont été accomplis ces dernières années et nous ne devons pas oublier cette réalité selon laquelle les opérations de maintien de la paix des Nations unies sont souvent la seule garantie d'un minimum de sécurité et d'un minimum de protection des populations. Et je veux ici rendre hommage aux 120.000 militaires, policiers et civils, qui sont déployés à travers le monde, sur des théâtres difficiles, et qui, chaque jour, en notre nom, sont des messagers et des acteurs de paix.

Mais nous devons aussi entendre les critiques. Nous ne devons pas les sous-estimer. Au contraire, elles doivent être notre boussole pour chercher sans cesse de meilleures réponses. Et c'est ce travail de critique constructive qui doit nous permettre d'avancer vers un maintien de la paix plus efficace, de renforcer ce que nous pouvons faire mieux, de changer ce que nous

pouvons faire autrement et de cesser ce que nous ne savons pas faire. En particulier, il est parfois difficile sur certains théâtres de concevoir une fin aux opérations de maintien de la paix. En République démocratique du Congo, cela fait 18 ans que la MONUSCO est déployée et que la perspective d'un retrait semble encore lointaine. Au Soudan du Sud, créée pour accompagner la naissance du plus jeune État du monde, la MINUSS est aujourd'hui confrontée à une guerre civile et une crise humanitaire sur laquelle elle a peu de prise. Au Mali, déployée pour stabiliser un pays confronté à une menace terroriste, la MINUSMA porte le triste record d'opération la plus meurtrière des Nations unies. Cette simple énumération illustre la limite à laquelle nous sommes parvenus.

Les Nations unies sont devenues la réponse à tous les maux et on attend d'elles qu'elles gèrent à moindre coût l'intégralité du spectre de crises : protection des civils, stabilisation, sécurité, justice, réinsertion, droits de l'Homme, aide humanitaire, accompagnement du processus politique... Et cela n'est plus tenable.

L'autre écueil, c'est celui de la tentation de la substitution. Le maintien de la paix s'est construit en apportant des solutions de l'extérieur. Nous avons pensé qu'en déployant une dizaine de milliers d'hommes en appui d'un accord de paix on réglerait définitivement les conflits. On voit aujourd'hui au Soudan du Sud ou en RDC les limites de cette approche. La présence des soldats du maintien de la paix a beau être massive, elle ne nous garantit plus une capacité à peser de manière sérieuse sur les choix des acteurs d'une crise ou d'un conflit. Fort de ce constat, je pense qu'il est temps de renouveler notre logiciel et d'orienter notre réflexion dans deux directions.

Premièrement, renforcer les capacités des États. C'est ce que l'on appelle aussi la réforme du secteur de la sécurité. Et à force d'en parler sans la faire, ce terme est devenu presque un repoussoir. Pourtant, accompagnée d'un processus politique crédible, c'est la clé d'une sécurité durable. Et il faut reconnaître que nous n'avons pas réussi dans ce domaine, nous devons poursuivre notre réflexion et inventer des réponses nouvelles pour mieux associer et responsabiliser les États hôtes et les pays les plus concernés dans la prise en charge de leur propre sécurité. Et c'est ce que nous avons souhaité en soutenant l'initiative du G5 Sahel. Le G5, ce sont cinq États concernés par une menace terroriste et des trafics en tout genre, qui décident de surmonter leurs différences pour mettre en commun leurs moyens limités, coordonner leurs efforts et mener des actions conjointes. Le G5, c'est aussi des pays parmi les plus pauvres du monde. Ils sont confrontés à une menace qui nous concerne tous. Nous avons donc une responsabilité collective à les soutenir. C'est la première direction : renforcer les capacités des États.

La deuxième direction : plus largement, nous devons trouver les outils adaptés à l'évolution des menaces et à la complexité des crises. Le président Macky Sall rappelait cet exemple tout à l'heure. Aujourd'hui au Mali nous sommes face à un paradoxe. Nous avons d'un côté la MINUSMA, opération sous Chapitre sept qui bénéficie de moyens significatifs, mais qui n'a pas un mandat de lutte anti-terroriste pour les raisons que l'on connaît. Et de l'autre, la force conjointe du G5 qui a un mandat de lutte anti-terroriste, mais peu ou pas de moyens et qui doit plaider pour un soutien ad-hoc de ses partenaires, sans garantie, sans visibilité. Cette situation n'est pas satisfaisante, et si l'attribution d'un mandat de lutte anti-terrorisme à la MINUSMA n'est pas la solution, alors c'est une autre architecture à laquelle nous devons travailler. Par ailleurs, les Nations unies n'ont pas le monopole de la gestion de crises, cela a été dit à plusieurs reprises. L'Union européenne, l'Union africaine et ses organisations sous-régionales

sont devenues des acteurs majeurs du règlement des crises. Nous devons mieux nous appuyer sur la valeur ajoutée de chacun pour construire une réponse consolidée et coordonnée. Nous devons réinventer l'articulation entre ces outils. Je ne peux que rejoindre l'analyse du Secrétaire général et les pistes qu'il a mises en avant lors de son intervention liminaire : chacun doit se recentrer sur son cœur de métier. Et pour cela nous devons trouver le moyen d'accompagner la montée en puissance des partenaires régionaux. Depuis un an, les Nations unies et l'Union africaine ont beaucoup travaillé et nous présentent aujourd'hui des options sérieuses pour une réponse africaine aux défis sécuritaires du continent. Certaines questions, dont la question cruciale du financement, restent ouvertes et doivent être affinées. J'entends les réticences. J'entends même l'hostilité de certains. Mais je suis convaincu pour ma part que c'est cela l'avenir. Je sais le chantier majeur engagé au sein de l'Union africaine. La France se tiendra prête à traduire, en lien avec nos partenaires africains, les évolutions engagées au Conseil de sécurité, le moment venu.

Monsieur le Président, soyez assuré du soutien de la France aux efforts que vous avez engagés sur ce thème qui nous rassemble aujourd'hui. La France restera un acteur engagé au service d'un maintien de la paix plus efficace, au service des populations les plus vulnérables./.